

Rassemblé.es pour défendre

nos antennes et agent.es de proximité



Le jeudi 18 avril 2024, notre collègue responsable de l'antenne du Petit-Nanterre a été sauvagement agressé par deux individus. Nanterre Coop' Habitat condamne avec la plus grande fermeté cette attaque préméditée contre l'un de ses agent.es.

Tou.tes ensemble, aux côtés du maire et des élu.es de Nanterre, avec le soutien des associations du quartier, des associations de locataires, des habitant.es, nous réaffirmons le besoin de défendre collectivement le droit au respect et le maintien de nos services de proximité.

Rendez-vous le mercredi 15 mai 2024, à 16h00

Devant l'antenne du Petit-Nanterre
(7, résidence des Lilas, 92000 Nanterre)

Rassemblé.es pour défendre nos antennes et agent.es de proximité



Droit au respect pour les personnels de quartier

Il est inadmissible que des salarié.es de la Coop' soient pris pour cible, dans l'exercice de leurs missions. Engagé.es en faveur des résident.es, nos collaborateurs ne peuvent subir des actes de la sorte. L'exercice de leurs missions quotidiennes indispensables se doit d'être respecté et considéré comme il se doit.

En agressant des personnels engagé.es en faveur des locataires et du monde HLM, ce sont les missions mêmes d'un organisme social qui sont attaquées, la vision de la Coop' d'être au plus près de nos résident.es qui est remis en question.

Les locataires les premiers impactés

Avec l'antenne du Petit-Nanterre fermée, ce sont les réclamations des résident.es qui ne peuvent être enregistrées et traitées. Avec des personnels exposés à des risques d'agression, arrêtés pour raisons de santé, ce sont les besoins quotidiens des locataires qui ne peuvent aboutir.

Des antennes de proximité à protéger

Quand de nombreux bailleurs font le choix de centraliser leurs activités dans un lieu unique, la Coop' est particulièrement attachée à être présente dans tous les quartiers de Nanterre, à travers nos agent.es de terrain (gardien.nes, responsables techniques de secteur, antennes ...).

Collectivement, défendons le besoin de services publics au cœur des quartiers et le respect des personnels mobilisé.es.